

Il était tout naturel que la déclaration de la plus grande guerre que l'on ait encore vue, mettant presque toute l'Europe aux prises, soit venue jeter la panique dans des esprits déjà inquiets.

Il est bien certain que la guerre, tout en stimulant la production et l'exportation de certains de nos produits, causera, d'autre part, des dommages pécuniaires à un grand nombre de Canadiens, qui se trouveront sans travail, par suite du ralentissement des travaux publics, tant du Gouvernement fédéral que de la Ville de Montréal : les fonds nationaux que nous affectons à la défense de l'Empire britannique et la rareté actuelle de l'argent à prêter, ainsi que sa cherté sur le marché mondial réduiront les pouvoirs publics à n'entreprendre, d'ici quelque temps, que les travaux qui ne souffrent pas de retard, c'est-à-dire très peu de travaux publics. Il y aura donc, dans les grandes villes, de nombreux " sans travail ", et le petit négoce s'en ressentira quelque peu.

Mais il ne faut pas exagérer et tomber dans le pessimisme.

On s'est aperçu, dès le lendemain de la déclaration de la guerre, que des marchands de denrées alimentaires allaient abuser de la situation pour augmenter autant que possible leurs profits. Mais tous les journaux se sont émus devant une tactique reprehensible, coupable et qui menaçait de devenir très dangereuse à mesure que la situation européenne se serait aggravée. Devant une unanime campagne de presse, le Gouvernement a promis formellement de faire tout en son pouvoir afin d'empêcher l'exploitation du public consommateur par des commerçants sans scrupules. Il n'y a aucune raison pour que le prix augmente d'un grand nombre de denrées alimentaires cultivées sur notre sol et consommées en totalité, ou presque,

dans notre pays. Les prix des produits canadiens qui ne sont pas exportés, en temps ordinaire, ou qui ne sont expédiés à l'étranger qu'en quantités insignifiantes, ne doivent être régis que par la loi de l'offre et de la demande. Or, comme il ne semble pas que la production en soit plus petite que par les années passées, ni que la consommation doive en être plus grande, il ne paraît donc pas y avoir de raison pour que ces produits renchérisse sensiblement.

Sans donner non plus dans l'optimisme, il est bon de réfléchir sur l'affirmation que font quelques hommes d'affaires du Canada, et non des moindres, que la guerre européenne, au point de vue de la prospérité locale, ne pourra avoir pour le Canada que les plus heureux effets. Il n'est rien, pour bien apprécier une situation, comme d'écouter deux opinions adverses et d'essayer de les concilier, autant que cela peut se faire. Comment, au dire de certains hommes d'affaires, le conflit européen pourrait-il amener, par contre-coup, de la prospérité au Canada ?

Tous les grands pays du monde, particulièrement ceux qui font de leur mieux ces temps-ci pour se détruire ou, du moins, s'amoinrir le plus possible, tous les grands pays du monde, dis-je, sont liés les uns aux autres par des relations commerciales très considérables. Chaque pays européen vend aux autres nations du continent, des îles britanniques, et d'ailleurs, pour une valeur de plusieurs millions de produits de toutes sortes, chaque année. Actuellement, en France comme en Angleterre et en Allemagne aussi bien qu'en Russie ou en Autriche, tous les hommes valides étant à la guerre, la production est à peu près complètement interrompue. Grâce au travail des femmes, des vieillards et des enfants, tant sur la terre que dans quel-